

l'Alliance nord-atlantique devrions faire tout ce qui est en notre pouvoir pour que les problèmes créés par le déficit de la balance des paiements des États-Unis soient abordés de façon à favoriser, et non à empêcher, la collaboration entre les États membres.

Je comprends très bien que, pour reprendre l'explication du secrétaire Connally, les mesures qu'ont prises les États-Unis ont pour objet de créer de façon délibérée une atmosphère dans laquelle certains des problèmes les plus tenaces des systèmes monétaire et commercial puissent être réglés par les membres de la communauté mondiale travaillant ensemble. Mais les mesures américaines ne seront efficaces à cet égard que si notre sentiment de confiance mutuelle demeure intact. Je dois malheureusement ajouter que, jusqu'à maintenant, l'effet de ces mesures a été d'affaiblir plutôt que de préserver ce sentiment de confiance mutuelle.

Je n'ai pas l'intention de vous entretenir ce matin du côté militaire de l'Alliance. Cet élément échappe à mon secteur de responsabilités et je ne vois pas pour l'instant d'observation générale à faire qui puisse être d'une grande utilité. J'aimerais cependant attirer votre attention sur le Livre blanc sur la Défense que le Gouvernement a publié le mois dernier sous l'autorité de mon collègue l'honorable Donald S. Macdonald, ministre de la Défense nationale.

POLITIQUE DU CANADA

Dans ce document, le Gouvernement a réaffirmé que le Canada allait non seulement maintenir son apport à la sécurité de l'Alliance dans les régions de l'Amérique du Nord et de l'Atlantique-Nord mais aussi continuer, dans le cadre des Forces intégrées de l'OTAN, à stationner des Forces importantes.

"La décision du Gouvernement canadien, y est-il dit, témoigne de sa conviction que la sécurité du pays continue d'être liée à celle de l'Europe occidentale, et que cette dernière demeure sans doute le point névralgique de l'équilibre des pouvoirs entre l'Est et l'Ouest; il s'agit là d'une région où pourrait germer un conflit qui, bien que restreint, serait de nature à dégénérer en peu de temps en une guerre nucléaire totale qui engouffrerait le territoire canadien."

L'OTAN est la tribune la plus importante où les pays de l'Atlantique Nord puissent travailler ensemble à la diminution des frictions entre l'Est et l'Ouest. L'Alliance s'est montrée toujours plus efficace comme lieu de rencontre où l'on puisse se consulter sur les questions de défense et de contrôle des armements, de même que sur une foule d'autres questions de nature politique. Une des raisons déterminantes qui poussent le Canada à demeurer membre de l'OTAN, c'est le rôle important que joue l'Alliance — et que le Canada peut jouer à titre de membre — quand il s'agit de faire disparaître les causes sous-jacentes des conflits éventuels par voie

de négociation, de conciliation et de règlement. Nous continuons d'attacher une grande importance à cet aspect de l'activité de l'Alliance.

Le Canada et d'autres membres de l'Alliance sont d'avis que nous devrions, soigneusement et prudemment, profiter des changements qui se produisent à l'Est et de l'attitude d'accueil qui se dessine de la part des pays est-européens pour tenter de traiter avec eux dans le style des affaires. Nous avons déjà commencé à mettre ce principe en pratique, par exemple, par la visite que notre Premier ministre a faite en Union soviétique au mois de mai. Nous nous préparons maintenant à la visite que M. Kossyguine, président du Conseil des ministres de l'Union soviétique, fera à son tour au Canada le mois prochain. Nous ne nous faisons pas d'illusions sur la difficulté qu'il y a à régler les grands différents au cours de ces contacts, mais on peut en retirer des avantages, non seulement au point de vue du pays de l'OTAN concerné, mais au point de vue de l'Alliance dans son ensemble. La somme de tous les contacts bilatéraux peut avoir une influence importante sur le progrès de la détente.

RÉDUCTION ÉQUILIBRÉE DES FORCES

Dans la lutte qu'elle poursuit en vue de diminuer les tensions en Europe, l'OTAN recherche depuis longtemps des réductions mutuelles et équilibrées des Forces militaires, et le Canada attache une grande importance à cet objectif. Des réductions des Forces qui se font face pourraient assurer une sécurité permanente aux deux côtés — j'insiste là-dessus, aux deux côtés — tout en abaissant le coût de la défense. Les discours que M. Brejnev a prononcés en mars et en mai de cette année pourraient annoncer à cet égard une percée importante. Il importe de donner suite aux indices du sérieux de l'Union soviétique quant à son désir de négocier une réduction des Forces. Le Canada appuie les efforts que l'OTAN déploie en vue d'un sondage bilatéral des intentions soviétiques. Nous croyons aussi qu'un représentant de l'Alliance pourrait apporter un complément aux contacts bilatéraux en examinant avec l'Union soviétique et d'autres pays la possibilité d'entreprendre les négociations le plus tôt possible en partant de principes convenus. Nous nous sommes félicités que les ministres de l'OTAN aient entériné à leur réunion de juin le projet de nommer un "explorateur" à ce sujet, et qu'ils aient décidé que ce projet et d'autres propositions seraient étudiés à la réunion de haut échelon qui se tiendra à Bruxelles la semaine prochaine. Cette question de réduction des Forces est fort complexe puisqu'elle met en cause les effectifs militaires de nombreux pays dans plusieurs régions du centre de l'Europe, mais les bienfaits d'un accord récompenseraient bien les efforts déployés pour y parvenir. Il va sans dire que le Canada n'est pas plus disposé qu'aucun de ses alliés à sacrifier une sécurité bien